

Depuis l'entrée en opération de la FINUL, notre position a été claire et conséquente. Au départ, nous avons redéployé 35 de nos militaires déjà dans la région afin de faciliter l'arrivée et l'implantation de la Force. Nous avons déclaré que nous étions disposés à examiner positivement toute demande de participation à la FINUL, à la condition que nous ayons la capacité voulue pour remplir la tâche qui nous était demandée et que nous soyons convaincus que les conditions nous permettraient d'être efficaces.

Nous avons effectivement la capacité voulue, bien qu'elle soit limitée, et s'il existe des risques, comme c'est toujours le cas dans les opérations de ce genre, je reste convaincu que le mandat et les activités de la Force nous commandent d'y participer. De fait, comme on me l'a dit à New York hier, les signaleurs sont "le cordon ombilical" de la Force.

Le Canada a appuyé la résolution du Conseil de sécurité constituant la FINUL. La Force est composée de contingents de la France et de la Norvège, appuyés provisoirement par des effectifs de l'Iran, de la Suède et du Canada. J'ai appris hier que des contingents du Sénégal, du Népal et du Nigéria doivent arriver au Liban bientôt. Nous avons accepté d'envoyer environ 80 signaleurs pour y établir un réseau de télécommunications. Reconnaisant l'importance de nos fonctions logistiques actuelles dans la région, le Secrétaire général nous a priés d'assurer ce service jusqu'au 1^{er} octobre 1978 seulement. Nous avons acquiescé à sa demande.